

## Recherches sociographiques



### Fernand DUMONT, *La vigile du Québec. Octobre 1970 : l'impasse*

Nicole Laurin

Volume 42, numéro 2, 2001

Mémoire de Fernand Dumont

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057457ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057457ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Laurin, N. (2001). Compte rendu de [Fernand DUMONT, *La vigile du Québec. Octobre 1970 : l'impasse*]. *Recherches sociographiques*, 42(2), 368–371.  
<https://doi.org/10.7202/057457ar>

COLLIN, Françoise

1992 « Praxis de la différence. Notes sur le tragique du sujet », *Les Cahiers du Grif*, 46 : 125-141.

GIDDENS, Anthony

1987 *La constitution de la société*, Paris, Presses Universitaires de France.

RICOEUR, Paul

1990 *Soi-même comme un autre*, Paris, Le Seuil.

2000 *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Le Seuil.

---

Fernand DUMONT, *La vigile du Québec. Octobre 1970 : l'impasse*, Montréal, Hurtubise HMH, 1971, 234 p.

Ce recueil se compose de treize textes, rédigés entre 1958 et 1970, dont un seul inédit qui porte sur la crise d'octobre. Les autres textes proviennent de conférences, de communications et d'articles publiés dans des journaux ou des revues. L'auteur s'adresse à un vaste public au-delà du cercle des universitaires : les membres des sociétés nationales, du mouvement coopératif et de divers organismes sociaux, les lecteurs du journal *Le Devoir*, du *Monde diplomatique*, des revues *Maintenant* et *Esprit*. Comme il l'indique dans une brève introduction, c'est l'engagement qui donne une cohésion à ces textes où il essaie de réconcilier la théorie et la poésie, la raison et les sentiments. L'ouvrage montre bien, en effet, l'interdépendance de la pensée sociologique et de la conviction morale et politique dans l'œuvre de Fernand Dumont.

Les propos de *La vigile du Québec* se situent dans le contexte d'une décennie profondément marquée par la Révolution tranquille dont l'auteur s'efforce de dégager la signification en regard du passé, du présent et de l'avenir de la société québécoise, « notre » société comme il se plaît à l'écrire. Selon lui, la Révolution tranquille trouve ses origines les plus lointaines dans les grands bouleversements économiques et sociaux que provoquent l'industrialisation et l'urbanisation à partir du début du XX<sup>e</sup> siècle : l'ébranlement des modes de vie traditionnels, la montée de la classe ouvrière et du syndicalisme, l'évidement progressif des systèmes idéologiques qui ont défini la collectivité. Ainsi la Révolution tranquille se présente-t-elle d'abord comme « la fin d'un monde », un refus, une rupture. Elle s'enracine toutefois dans « une histoire de la liberté » (p. 43) dont elle assure la continuité. Cette liberté fut portée par le discours de la critique sociale émanant du syndicalisme mais également, à chaque génération, de la pensée de certains intellectuels, politiciens ou ecclésiastiques nationalistes, une pensée « attentive au sort des pauvres et des petits » jusqu'à « concevoir le rêve d'une société égalitaire » (p. 133).

L'avenir de la Révolution tranquille, selon Fernand Dumont, passe par la reprise et la reformulation dans un nouveau projet collectif des valeurs et des

idéaux de cette double tradition libertaire ; tel est le fil conducteur de sa démarche. Pour lui, le moment présent, celui d'où il écrit, représente le « point médian » entre le passé et l'avenir, l'instant crucial où s'impose la nécessité d'un choix de société. La Révolution tranquille a renouvelé l'État québécois et la fonction publique, elle a amorcé des réformes qui sont autant de moyens d'agir en vue de fins collectives mais elle n'est pas parvenue à définir ces fins. Pourtant, l'effervescence sociale suscitée par la révolution a fait surgir du sein des classes populaires de nouveaux leaders qui expriment des besoins et des aspirations longtemps refoulés. La révolution a levé la censure de la parole, elle a permis à tout un peuple de s'exprimer enfin dans la poésie ou le discours politique. En ce sens, la révolution est culturelle mais elle n'est que cela ; les grandes transformations économiques et politiques restent encore à faire. De cette analyse de la Révolution tranquille, l'auteur conclut en effet que la parole n'a pas trouvé à s'incarner, à se réaliser dans une société originale dont l'idéal pourrait rallier tous les groupes porteurs de projets nouveaux. « L'idéal de la prospérité et de la croissance est insuffisant » (p. 129), il faut un projet de société, un rêve collectif, une nouvelle culture pour assurer au Québec, au peuple canadien-français ce que l'auteur définit comme une « nouvelle survivance », une nouvelle « manière de durer », un « destin ».

L'indépendance au Québec et le socialisme formeraient l'assise de ce projet auquel le peuple devrait donner un contenu. Pour enclencher ce processus, Fernand Dumont mise sur une alliance entre les « nouveaux technocrates » de l'État québécois, porteurs de la technique et de la rationalité, et les « nouvelles élites sociales », ces leaders des mouvements populaires – syndicats, coopératives, comités de citoyens, associations étudiantes – qui expriment la parole, le rêve, les valeurs d'une forme communautaire de la vie en société. Sans cette communauté sociale, « il n'est pas de cité politique » (p. 202), elle est « le terreau [...] des projets politiques » (p. 201). Au cours de son histoire, la société canadienne-française a trouvé cette communauté dans l'ancien nationalisme dont le catholicisme était l'ossature. Le néo-nationalisme a besoin de retrouver cette communauté et de la redéfinir. Son projet collectif doit s'ancrer dans ce que la tradition catholique et nationaliste a laissé de meilleur : « le perpétuel appel à un sens de la vie en commun » (p. 153), l'utopie, l'idéal égalitaire. Pour créer le consensus, unifier les forces vives de la nation, ce projet doit comporter un modèle de développement économique aussi bien qu'un modèle de développement culturel et moral. C'est ce dernier surtout qui nous a manqué, selon l'auteur, depuis que la Révolution tranquille a balayé, avec la religion et le nationalisme traditionnel, « nos raisons de vivre ensemble ». Cependant, le nationalisme a trop souvent masqué les problèmes d'inégalité sociale. Aussi, dans ce « combat en vue d'une communauté plus profonde » (p. 56), « ce n'est plus à l'Anglais mais à notre système de classes sociales que nous devons nous attaquer. [...] Il faut que la nation devienne celle de tous » (p. 55). Dès lors, indépendance et socialisme se révèlent indissociables, ils véhiculent et permettent de définir les mêmes valeurs, qui « dépassent le champ strict de la politique » (p. 87). Cependant, l'auteur souligne avec insistance que le socialisme doit être adapté aux conditions qui sont propres aux Canadiens français, « une nation prolétarienne » qui n'a jamais connu « les tentations de la grande richesse ni une grande bourgeoisie capitaliste » (p. 134). En effet, selon Fernand Dumont, c'est « de

l'extérieur » que le capitalisme a défini la nation. On se gardera par conséquent d'appliquer au Québec ces langages et ces modèles « importés » que sont le libéralisme, celui des libertés individuelles formelles et abstraites, et le marxisme d'extrême gauche. Le discours culturel doit venir de « nous », la crise d'octobre 1970 l'a bien montré qui a tenu en otage toute une société au nom de ces deux idéologies également dépassées.

Aux yeux de Fernand Dumont, cette crise d'octobre est essentiellement un symbole de l'inachèvement de la Révolution tranquille dont les conséquences ont pris une forme dramatique. Ces rêves longtemps refoulés qui ont circulé librement au cours des années 1960 « se sont tous engouffrés dans une impasse » (p. 177). En effet, au cours de cette décennie, l'évolution de la société a été trop rapide, chaotique et surtout elle n'a pas été assumée, on n'a pris la mesure ni des espoirs suscités par cette évolution, ni des rancœurs accumulées, des conflits demeurés obscurs. De ce point de vue, les événements qui ont donné naissance à la crise n'auront été que le prétexte à un bilan collectif. L'auteur conclut de ce bilan, encore une fois, que « c'est notre culture qui nous a fait défaut à l'heure de la tragédie » (p. 183), la parole collective qui a révélé sa précarité, laissant apparaître au grand jour l'incapacité à maîtriser la situation collective. En d'autres termes, la crise a révélé l'absence, au Québec et au Canada, d'une véritable communauté politique au sein de laquelle le conflit et la contestation pourraient s'exprimer. En effet, depuis 1960, on n'a pas fait place à l'indépendance comme parole légitime. M. Trudeau et ses émules n'ont pas su sauvegarder le climat de pluralisme et de démocratie dans la vie publique. « Le pouvoir légitime a donné l'impression d'être une faction comme une autre » (p. 196) ; « on a choisi à notre place » (p. 13). Après octobre 1970, les rêves sont retournés dans la clandestinité, ceux des indépendantistes, ceux des différents groupes de marginaux qui ont créé de « nouvelles formes de pouvoir » en milieu populaire, les rêves des étudiants contestataires, ceux de la jeunesse hippie. Tous ceux-là finissent cependant par former une « société en marge » sans cesse grandissante. L'impasse pourrait bien alors se transformer en son contraire et ouvrir la voie d'un avenir meilleur. En 1970, Fernand Dumont croit que des conditions révolutionnaires existent en Occident. Dans ce contexte, le Québec jouit selon lui d'un statut privilégié. Il représente un « microcosme », un « laboratoire », une « société expérimentale » où pourraient être créés un nouveau genre de vie, de nouvelles relations sociales et un nouveau rapport à l'environnement, bref, un modèle inédit de développement fondé sur « les valeurs de l'avenir ». Mais les valeurs, pour l'auteur, ne sont jamais vraiment nouvelles, elles sourdent toujours de la tradition. L'indépendance sera donc « une conjugaison, pour ici, de la créativité et du souvenir » (p. 233) et elle prendra le visage d'un « socialisme de fabrication domestique » que l'auteur définit comme l'invention d'une « démocratie originale à partir de [notre] petitesse » (p. 233).

Les textes de *La vigile du Québec* ont vieilli parce qu'ils sont étroitement liés à une conjoncture dont les données ont profondément changé. La relecture de cet ouvrage n'en est pas moins intéressante pour autant. Il fait revivre l'époque de la Révolution tranquille en privilégiant les forces de contestation les plus radicales, celles qui se sont organisées au sein du mouvement populaire et dont l'historiographie de cette période a peut-être minimisé l'importance. Force est de constater que

ce que Fernand Dumont appelle le rêve se trouve pratiquement banni désormais du discours sur la société. L'ouvrage est également représentatif d'une étape de la longue et laborieuse démarche de réflexion sur la question nationale au Québec. L'étape de l'innocence, oserait-on dire, dont témoignent ces pronoms et ces adverbes possessifs qui émaillent le texte : nous, notre pays, notre société, notre peuple, notre culture, nos classes, nos institutions, notre conscience collective, notre projet... Au cours des années 1960, la nation s'impose par son caractère d'évidence. Pour Fernand Dumont, elle est canadienne-française mais elle s'épanouit d'une manière privilégiée dans la société québécoise, pourvue d'un État national. Cette nation canadienne-française se distingue clairement de la nation canadienne-anglaise. Les communautés et les groupes identitaires ne se manifesteront que bien plus tard, ce qui aura d'ailleurs pour effet de rendre la question nationale inextricable. À l'époque de *La vigile du Québec*, les classes sociales occupent le devant de la scène ; plusieurs textes du recueil portent la marque des vives controverses théoriques et politiques sur le rapport entre les classes et la nation, la primauté de l'indépendance ou celle du socialisme, des questions qui ont peu à peu sombré dans l'oubli. En revanche, le thème du recueil qui conserve toute son actualité est celui que l'auteur a repris, vingt-cinq ans plus tard, dans *Raisons communes* : la recherche du sens de la vie en société dans le partage de valeurs communautaires qui orienteraient les choix politiques. Dans cet ouvrage, un de ses derniers, Fernand Dumont s'interroge de nouveau sur la Révolution tranquille et sur les années de « grisaille » et « d'impuissance » qui ont suivi. Il réaffirme la nécessité de reformuler des idéaux qui donneraient corps à une société québécoise souveraine et égalitaire. Dans *Raisons communes*, ce projet comporte « la construction d'une cité politique, l'édification d'une culture et le renouveau d'une démocratie sociale » (DUMONT, 1997, p. 31). Cette problématique rejoint les préoccupations actuelles de plusieurs intellectuels, au Québec et ailleurs. En général, ceux-ci s'inspirent cependant d'une conception libérale de la société et du politique, contrairement à Fernand Dumont, il faut le souligner. Celui-ci s'est toujours situé dans le prolongement de la pensée sociale catholique de l'après-guerre, à une certaine distance du libéralisme et à l'opposé du marxisme. L'accent évangélique de certains de ses propos politiques en témoigne. Le salut est annoncé aux pauvres et aux petits dont « nous » faisons partie, du moins dans son esprit.

Nicole LAURIN

Département de sociologie,  
Université de Montréal.

DUMONT, Fernand

1997 *Raisons communes*, Montréal, Boréal.

---